Les problèmes de demain

[[Voir le numéro 1.]]

II

La réalisation du socialisme est sortie du domaine du rêve et de la propagande théorique; elle s'est rapprochée de nous, elle est devenue un problème urgent. Et s'il est important de répondre à la question des méthodes qui mènent à cette réalisation, et sont le plus propre à assurer la victoire, il est plus important encore de se faire une idée nette de ce qu'il faut faire après la victoire pour que la révolution amène la plus grande augmentation de bonheur, avec le moins de souffrances possible.

La «dictature du prolétariat» exerce actuellement une grande attraction sur les esprits. Elle semble signifier que les ouvriers deviennent désormais maîtres de la vie sociale, maîtres de leur propres destinées, sans exploiteurs, ni oppresseurs au-dessus d'eux. Elle semble être la réalisation directe et immédiate du socialisme. En France surtout, où le mouvement ouvrier n'a pas été pénétré par la théorie et la terminologie marxiste, cette formule prête à des malentendus. Elle renferme, par elle-même, une contradiction: une dictature «est-toujours le pouvoir illimité» d'un seul ou d'un petit groupe; que peut bien être la dictature d'une classe? Il est évident qu'une classe ne peut exercer le pouvoir que par ses représentants, par quelqu'un qu'elle a délégué ou qui, plus simplement, croit avoir le droit d'agir en son nom. Bref, c'est un nouveau pouvoir qui s'établit, pouvoir du parti socialiste ou de sa fraction la plus influente, et ce pouvoir se charge de régler les destinées de la classe ouvrière. Et ce n'est pas là un abus, une sophistication de l'idée de «dictature du prolétariat», c'est son essence- même. Elle

découle de la théorie marxiste, de la façon dont cette théorie conçoit l'évolution des sociétés. Rappelons-la en deux mots.

Par définition, le pouvoir politique se trouve à chaque époque donnée entre les mains de la classe économiquement dominante. La bourgeoisie, après avoir remplacé les féodaux, dans le domaine économique, a pris aussi leur place dans le domaine politique, du moins dans les pays les plus avancés d'Europe et d'Amérique. Depuis, l'action politique toute entière de la classe bourgeoise vise à sauvegarder ses intérêts et à consolider sa domination. Mais voilà que, au cours de l'évolution économique, le prolétariat vient prendre la place de la bourgeoisie comme classe la plus apte à assurer le développement des forces productrices; de ce chef, le pouvoir politique, lui aussi, doit lui revenir. Le nouvel État, l'État du prolétariat, ne se préoccupera désormais que des intérêts de cette classe, qui devient la classe dominante. C'est la *dictature du prolétariat*. Une objection naturelle se présente: une classe dominante suppose une classe dominée; or, l'exploitation économique étant abolie par l'élévation de la classe la plus exploitée, l'existence même des classes devient une impossibilité. Cette contradiction est résolue grâce à la conception marxiste de la façon même dont une transformation dans le sens socialiste peut s'effectuer. Elle débute par la prise du pouvoir par le parti socialiste; que fait ensuite le gouvernement socialiste?

La littérature marxiste n'abonde pas en projets d'avenir: les social-démocrates ont, pour cela, trop la phobie de l'utopie. Mais le peu que nous en savons suffit pour nous faire connaître que le socialisme devra se réaliser graduellement, pendant toute une période historique. Au cours de cette période, les classes n'auront pas cessé d'exister, et l'exploitation capitaliste n'aura pas pris fin: elle sera seulement atténuée et adoucie *au profit du prolétariat*. C'est lui maintenant qui est la classe protégée par l'État, tandis que la situation de la bourgeoisie est rendue de plus en plus

difficile. Voici comment, à l'aube du marxisme, Marx, dans le *Manifeste Communiste*, énumérait ces mesures graduelles que devra adopter le gouvernement socialiste: 1°. Expropriation de la propriété foncière et confiscation de la rente foncière au profit de l'État. 2°. Impôt fortement progressif. 3°. Abolition de l'héritage. 4°. Confiscation de la propriété de tous les émigrants et de tous les rebelles. 5°. Centralisation de crédit dans les mains de l'État au moyen d'une banque nationale avec capital de l'État et avec le monopole exclusif. 6°. Centralisation, dans les mains de l'État, de tous les moyens de transport. 7°. Augmentation des manufactures nationales et des instruments de production, défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées. 8°. Travail obligatoire pour tous, organisation d'armées industrielles, particulièrement pour. L'agriculture. 9°. Combinaison du travail agricole et industriel. 10°. Éducation publique et gratuite de tous les enfants, abolition du travail des enfants dans les fabriques.

L'application de ce programme se fera d'une façon pacifique ou violente, selon les circonstances, et dans tous les cas à l'aide d'un pouvoir politique fort. Définissant le pouvoir politique connue «le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre», le marxisme envisage ainsi, comme but ultime, une société qui n'est qu'une «association d'hommes», sans pouvoir. C'est une marche vers l'anarchie en passant par son contraire, un État tout puissant.

À 50 ans de distance, plus tard, Kautzky, dans la *Révolution sociale*, proclame que «la conquête du pouvoir politique par une classe jusqu'alors opprimée, c'est-à-dire la *révolution politique*, constitue le trait essentiel de la *révolution sociale*»; il indique ensuite une série de mesures législatives destinées à opérer peu à peu, avec ou sans rachat, l'«expropriation des expropriateurs»: impôt progressif sur les gros revenus et les fortunes, mesures contre le chômage, nationalisation des transports et de la grande propriété

foncière etc. Quel est le régime possible de cette «dictature du prolétariat»? Un État plus fort que jamais, car il tient entre ses mains toute la vie économique du pays; il est le maître du ravitaillement et peut littéralement priver de son pain chaque citoyen et à chaque moment donné. Comme moyen de lutte contre toute opposition, c'est très efficace. Les ouvriers sont les salariés de cet État; c'est devant lui qu'ils doivent faire valoir leurs droits. La lutte contre ce gigantesque patron devient très difficile; les grèves se transforment en crimes politiques. Peut-être un contrôle ouvrier peut-il être institué, mais il ne s'exercera que dans la mesure où l'État patron voudra l'admettre. Il est possible que les ouvriers jouissent, par compensation, d'autres avantages, d'ordre politique, tels que le droit de vote exclusif par exemple, ou de privilèges dans la répartition des produits. Mais, si on y réfléchit, ces avantages ne constituent pas un progrès, car ils n'apportent dans la vie sociale aucune justice, et ne servent qu'a faire naître des haines. Au lieu de supprimer la bourgeoise *comme classe* et placer chaque bourgeois dans la situation où il pourrait et devrait fournir un travail utile, on le laisse (ne serait-ce que «temporairement») vivre du travail d'autrui, mais on l'en punit en le privant de certaines choses auxquelles il a droit comme homme.

La bourgeoisie doit être mise dans l'impossibilité de nuire; elle doit être privée de la force armée et de tout ce qui constitue sa domination économique. Les mesures de répression contre des bourgeois individuels sont une vengeance inutile. C'est aussi une pente dangereuse: on croit faire œuvre révolutionnaire, tandis qu'on n'apporte rien à la construction d'une vie nouvelle. Plus encore: cette guerre civile contre l'ennemi intérieur, contre un mal qu'on a négligé d'extirper avec sa racine, augmente le prestige de l'élément militaire, des chefs de bandes militaires de toutes sortes qui commandent des deux d'ôtés. La lutte devient uniquement une question de force militaire. Tout naturellement, la construction de

l'avenir se trouve remise à des temps plus calmes. Mais on laisse échapper le moment, le peuple se fatigue et le danger de la réaction augmente...

[|* * * * *|]

C'est pourquoi, à la méthode des décrets, nous opposons, pour la réalisation du socialisme, une méthode différente.

L'opposition, entre les deux points de vue, date encore, de l'Internationale, du différend entre Marx et Bakounine. C'est Bakounine qui, le premier, a proclamé dans sa «Politique de l'Internationale» que le vrai socialisme se distingue du «socialisme bourgeois» en ce que le premier affirme que la révolution doit être une «mise en action immédiate et directe de la liquidation sociale pleine et entière», tandis que le second affirme que «la transformation politique doit précéder la transformation. économique». La tendance qui continuait la tradition de l'Internationale fédéraliste – notre tendance – a développé et précisé dans les années qui ont suivi cette idée de la révolution économique directe. Dans le *Révolté* d'abord, dans la *Révolte* ensuite, Kropotkine montrait par des exemples historiques que le progrès de l'humanité est dû à l'activité spontané du peuple et non à l'action de l'État; il développait en même temps le programme d'un communisme libre, le principe «à chacun selon ses besoins», seul compatible avec une société s'administrant sans État. Il montrait aussi que la révolution économique ne peut pas être réalisée *peu à peu* et par fragments, qu'on n'aboutirait ainsi qu'à désorganiser la vie économique sans permettre de la reconstruire sur de nouvelles bases; que la répartition communiste doit être, dans l'intérêt de la révolution, inaugurée aussitôt après la victoire. Il opposait la «Conquête du pain» à la «Conquête du pouvoir» et montrait la nécessité, pour les socialistes, de chercher des voies nouvelles, en dehors des anciennes formes.

Le mouvement anarchiste tout entier s'est inspiré de ces idées fondamentales. Leur champ d'action s'est trouvé surtout étendu

à partir du moment où le mouvement ouvrier en France, ralenti après la chute. de la Commune, a recommencé à se pénétrer de l'esprit révolutionnaire. Sous l'influence de F. Pelloutier d'abord, de beaucoup d'anarchistes entrés dans les syndicats ensuite, est né ce grand mouvement du syndicalisme révolutionnaire qui, pendant les dix premières années du XX^{e} siècle, portait en lui tous les espoirs d'émancipation ouvrière. Le syndicalisme s'est assimilé l'idée de la prise de possession immédiate de la production, et il l'a précisée: les organes qui sont appelés à le réaliser existent déjà, ce sont les syndicats. La grève générale, prélude de l'expropriation, est devenue le but final de la C.G.T. Rappelons à ce propos que sa préparation paraissait à un moment donné une œuvre si importante et si urgente que la *Voix du Peuple* a ouvert (vers 1902, si je ne me trompe) une rubrique dans laquelle les syndicats étaient invités à indiquer ce que chacun d'eux peut faire au lendemain de la victoire pour assurer la continuité de la production dans son domaine, comme il entend établir des rapports avec les autres syndicats et les consommateurs, etc., etc. Cette initiative, qui ne semble pas avoir trouvé un écho suffisant, était très importante; plus important encore serait de la reprendre maintenant que nous sommes plus près des réalisations pratiques.

Tel était, depuis cette époque et jusqu'à la guerre, le caractère fondamental du syndicalisme révolutionnaire. De France, il a gagné d'autres pays, d'autres mouvements ouvriers. La tendance anarcho-syndicaliste a pénétré jusque dans les écrits des sociologues, des juristes, des économistes; des savants étrangers au mouvement ouvrier commençaient à trouver que la rénovation de la vie économique avec, pour base, une association libre de producteurs n'est peut être pas une utopie, que c'est peut-être ainsi que sera renversé le capitalisme et inauguré une nouvelle forme d'existence politique, dans l'État.

[|* * * * *|]

La guerre a arrêté cette évolution et fait dévier le cours des choses dans un autre sens. L'État s'est brusquement fortifié, sa compétence s'est étendue; les organisations ouvrières, au-contraire, ont ralenti leur action ou l'ont dirigé, en raison des difficultés pratiques, vers des réalisations plus immédiates. La tendance réformiste est devenue prépondérante.

L'esprit révolutionnaire a reparu dans le monde avec la révolution russe, mais sous une forme différente: celle du socialisme étatiste.

L'heure n'est pas venue encore de tirer des conclusions définitives de l'expérience tentée en Russie; nous ignorons beaucoup de choses et il nous est difficile d'évaluer le rôle des différents facteurs dans les succès et les insuccès. Mais nous pouvons dire ceci: ce que nous savons ne peut pas ébranler notre point de vue fondamental. Nous n'avons pas l'intention de développer ici tous les arguments qui nous font croire que l'appareil gouvernemental est inapte à réaliser une révolution sociale, que seule peut le faire l'action des groupements ouvriers, devenus groupements producteurs. Cette démonstration a été faite dans notre littérature beaucoup de fois. Mais nous croyons utile d'en rappeler les conclusions générales.

Nous pensons, comme nous avons toujours pensé, que la prise de possession de la terre et des instruments de production et la gestion de la vie économique par les organisations paysannes et ouvrières est plus susceptible d'assurer le bien-être matériel de la Société que les décrets du pouvoir.

Nous pensons que ce mode de transformation est mieux fait pour atténuer les conflits et éviter la guerre civile (parce qu'il admet une plus grande liberté et une plus grande variété d'organisation), que l'introduction par la voie d'autorité d'une réforme unitaire.

Nous pensons que la participation directe du peuple à la

construction des nouvelles formes économiques rend les conquêtes de la révolution plus stables et en assure mieux la défense.

Nous pensons, enfin, qu'ainsi se trouve préparé, en plus des conquêtes économiques et politiques, un stade de civilisation supérieur au point de vue intellectuel et moral.

Les milieux ouvriers français possèdent un patrimoine d'idées et une expérience de lutte suffisants pour trouver la voie qui mène le plus directement à l'affranchissement total. Proclamer la déchéance du capitalisme et le règne du socialisme est une grande chose, et, ce mérite, nous le reconnaissons au gouvernement socialiste de la Russie. Mais nous voulons aussi que le socialisme passe à l'état de pratique, qu'une ère nouvelle s'ouvre vraiment devant l'humanité et qu'aucune arme ne soit fournie à la réaction par les fautes des socialistes. Pour cela nous qui travaillons sur le terrain français, nous devons profiter du moment où il est encore temps de *se préparer* pour nous attacher à étudier ce que peuvent et doivent faire les organisations ouvrières «au lendemain» de la révolution.

Nous considérons comme de toute importance la discussion la plus sérieuse et la plus complète de toutes les questions touchant l'organisation de la voie économique au moment où les ouvriers s'en seront rendus maîtres. Il ne s'agit là ni de débats, ni même de propagande, il s'agit d'étude. Il ne suffit plus de dire que tel ordre de choses est désirable, ni même de le démontrer: il faut indiquer des mesures pratiques qui soient réalisables *immédiatement* et avec les moyens dont nous disposons actuellement.

C'est à cette besogne que nous appelons nos camarades.

M. Isidine